

MARS

15 mars 1997. Kisangani tombe comme un fruit mûr aux mains des "rebelles" de Laurent-Désiré Kabila. (LDK). La Franzaïre - branche locale de la Françafrique (cf. BILLETS n° 42) - leur opposait une coalition hétéroclite, un ramassis de criminels : ils partent en débandade.

LDK et ses troupes sont accueillis en libérateurs : les Zaïrois, qui hésitaient à reconnaître cette résurgence improbable du lumumbisme, paraissent décidés à chevaucher l'opportunité de balayer, enfin, le système Mobutu - leur ruine personnifiée - chaque fois remis en selle par les interventions occidentales (françaises, surtout).

Le signe zaïrois est vaincu : des Africains ont triomphé des mercenaires, et non l'inverse. Vieillis, les réseaux recruteurs de soudards ont montré leurs limites. Kisangani a de bonnes chances d'être, au néo-colonialisme de la France, ce que Dien Bien Phu fut à son colonialisme : le signe de sa fin. Comme les symboles mènent l'histoire, on peut s'attendre à un effet de souffle, à des ondes de choc dans tout le "pré carré" francophone, à commencer par le Centrafrique et le Congo.

17 mars 1997. Jacques Foccart s'éteint. Le concepteur de la Françafrique en était redevenu la clef de voûte. Certes, sa maladie réduisait de plus en plus les fils de son réseau à ceux du téléphone (eux-mêmes remplacés, souvent, par les liaisons satellite), mais quel magnétisme ! A Jacques Chirac, tenté un moment de réformer le système français de Coopération (ce déguisement foccartien du dessein néocolonial), il fut ordonné : pas touche ! Et le Président de se recoucher dans un lit vermoulu, mais douillet.

C'est aussi Jacques Foccart qui, fin avril 1994, à Gbadolite, peu avant l'opération Turquoise, orchestra l'ultime restauration de Mobutu. Il sut le revendre aux Occidentaux comme le champion de la stabilité contre le chaos. Kisangani est le KO qui ponctue ce combat de trop.

Mais on n'a pas le cœur à filer la métaphore sportive : depuis 39 ans, les combats organisés par ce manager de la Françafrique le furent au prix du sang des Africains (un million au moins) : Camerounais, Nigériens, Libériens, etc., sans parler des actuels conflits en Afrique centrale.

Charles Pasqua a, lui aussi, un réseau africain très développé. Mais il n'a pas l'autorité d'un Foccart. La disparition de ce dernier creuse donc un vide dans cette part de la Françafrique qui préfère la soumission (dût-elle parfois conduire à l'ignominie) à l'autonomie de pensée. Le même deuil trouble en ce moment le chef (comme disent les Belges) de ceux des Zaïrois qui sont en(f)étiés de Mobutu.

Les orphelins ont deux options : l'affranchissement, ou le réasservissement. Laquelle choisiront-ils ? Le néo-colonialisme foccartien voulait épargner aux Africains francophones la morsure de l'histoire. Ils ont eu les deux, la domination et la morsure. Celle-ci se fait plus cruelle - annonçant peut-être la liberté, non la fin des souffrances. Ainsi, pour sortir du mobutisme, on aurait pu imaginer des moyens plus économes en vies humaines - si la France, par exemple, avait eu quelque respect pour l'éveil démocratique de l'Afrique. De même, une justice internationale moins sabotée aurait pu éviter que ne se règlent, par le feu, les comptes du génocide de 1994.

L'histoire s'est écrite ainsi, mais nous n'adhérons pas à ses façons. Les pages qui se tournent, les options qui se réouvrent éveillent notre attention. Mais nous ne chantons pas ce qui scelle aussi tant d'échecs, tant d'occasions manquées, au risque de semer la haine et légitimer la brutalité. Il est plus que temps de songer à nous co-civiliser.

SALVES

Moteurs

Si les Kabila's boys vainquent presque sans combattre, c'est qu'ils surfent sur la conjonction de plusieurs lames de fond : le ras-le-bol de Mobutu, interne mais aussi externe (il en a trop fait à ses voisins angolais¹, ougandais ou rwandais) ; la volonté d'en finir avec les forces armées du génocide de 1994 ; et une dernière vague qui peut beaucoup enfler, la francophobie.

Sans compter qu'en face, on tire littéralement contre son propre camp.

1. Au moins 650 hommes de l'ex-rébellion angolaise, l'UNITA combattent aux côtés des troupes de Mobutu (*Le Nouvel Afrique Asie*, 03/1997). Un vieux couple français. Du coup, le gouvernement de Luanda a laissé plus de 1 500 ex-"gendarmes katangais", héritiers des dissidents du Shaba, rallier Kabila à Bukavu (*Le Soir*, 01/03/1997).

Mercenaires franco

Ils sont beaux, ces mercenaires serbes dragués par les réseaux franzaïrois pour la défense du mobutisme ! Un habitant de Kisangani, qui eut à subir leurs exactions, résume leur attitude : « ils étaient devenus complètement mabouls », tuant ou torturant tous ceux qu'ils soupçonnaient de sympathie pour les "rebelles".

Le 14 mars, sentant le vent tourner, ils décidèrent de fuir par la voie des airs. Ils rejoignirent un aéroport sécurisé par des commandos français, officiellement chargés de protéger l'évacuation des humanitaires, et profitèrent des appareils de l'armée française... Ceux-ci évacuèrent aussi les hauts gradés zaïrois. Mais la piétaille ne voulait pas se laisser abandonner : durant plusieurs heures, les Serbes firent feu sur leurs "alliés" zaïrois, causant de nombreux morts.

Cette filière serbe a été montée par la DST et un certain Patrick F., sous la houlette de Jacques Foccart et de son adjoint Fernand Wibaux. Le chef mercenaire se fait appeler Malko, ou "colonel Dominique". Il s'attribue un rôle décisif dans la libération des deux pilotes de Mirage français tombés en 1995 aux mains des Bosno-Serbes, et prétend connaître le factotum pasquaïen Jean-Charles Marchiani, - sur ce coup-là comme sur bien d'autres.

A Belgrade, les intermédiaires sont des proches du président Milosevic, dont le chef de la Sécurité Jovica Stanisic. Le recrutement est mené, entre autres, par Milorad Palemic, qui dirigea un commando bosno-serbe impliqué dans le massacre de Srebrenica. De Belgrade, une série de vols ont été organisés pour transporter plusieurs centaines d'hommes, mais aussi des armes - la part la plus juteuse du contrat. Une base avancée a été établie au Caire (l'Égypte est un partenaire habituel des opérations françaises).

Pour les mercenaires français, on a sollicité notamment les milieux d'extrême-droite, par l'intermédiaire de François-Xavier Sidos et de la société Groupe 11.

(*La Lettre du Continent* et *L'Événement du Jeudi*, 20/02/1997 ; *L'Express*, 27/02/1997 ; *The Sunday Times*, 09/03/1997 ; *The Observer*, 16/03/1997 ; *The Times*, 17/03/1997 ; *Washington Post*, 19/03/1997 ; *Libération*, 21/03/1997).

L'aveugle et le paralytique

Il n'est pas triste d'entendre le ministre des Affaires étrangères belge, Eric Derycke, inviter la France à « *changer de politique* » au Zaïre. Une fois !

Voici un siècle, le roi Léopold II fit à son peuple l'encombrant cadeau d'un pays-continent, le Congo. Depuis, la Belgique est embourbée dans ses contradictions coloniales, redoublées par ses propres dissensions. Elle ne savait comment se dégager de Mobutu.

Après la chute de Kisangani, elle découvre la lune : l'ère Mobutu est « *révolue* » ! Elle aimerait partager cette révolution copernicienne avec la France. Mais le regard de cette dernière ne semble pas remis, depuis trois siècles, de son éblouissement par le Roi-Soleil...

Mi-mars, dans un sursaut de lucidité, Jacques Foccart aurait envoyé des émissaires auprès de Mobutu pour lui demander de démissionner. Ce qui aurait aggravé l'état de santé du patient (*Le Soir*, 18/03/1997). Entre-temps, Foccart est mort, et l'Elysée a laissé Mobutu repartir vers le Zaïre. La politique africaine de la France est dans le coma.

A l'ONU, « *on a du mal à nommer un seul pays* [d'Afrique francophone] *qui, par sympathie pour la diplomatie française soutienne encore la thèse de Paris* » sur le

Zaïre, s'étonne un diplomate africain (*Le Monde*, 19/03/1997). La garde rapprochée du podium français à l'ONU était, faut-il le rappeler un axe stratégique du système franco-africain. Tout fout le camp !

Bongo-Zaïre

Avec la fin de Mobutu et la disparition de Foccart, la Françafrique s'accroche à l'émir gabonais Bongo comme à une planche de salut (ou un pendu à sa corde ?). Jacques Chirac élabore avec lui un vaste montage diplomatico-sécuritaire pour préserver le Centrafrique et le Congo des effets de la débâcle zairoise (*La Lettre du Continent*, 20/02/1997). On peut s'attendre à ce que les troupes françaises usent et abusent du mystérieux accord de défense franco-gabonais.

En Centrafrique, cependant, la situation semble se détériorer rapidement, avec des accrochages, et des tirs à l'arme lourde (23/03/1997). A Bangui, certains parlent de « vietnamisation »...

Anjouan au feu...

Aux Comores, l'installation "démocratique" du président Mohamed Taki, à la suite du coup d'Etat raté de Bob Denard (10/1995) fut une noce françafricaine, réunissant les réseaux Pasqua et Foccart (cf. *Billets* n° 37), et donc propice à une dérive dictatoriale. Depuis la manifestation nationale des fonctionnaires du 28 janvier, la répression s'accroît. Surtout dans l'île d'Anjouan, à 120 km de la Grande Comore. L'armée y a débarqué, tiré à balles réelles sur la foule, et fait 4 morts. Une armée qui ne peut agir sans la coopération logistique de la France. Après Patasse, Taki ? les Comores après le Centrafrique ?

Pêche au gros

Détenu par des Maures désormais moins nombreux que les descendants d'esclaves (Haratine) et les négro-africains, le pouvoir mauritanien est en fait accaparé par la tribu du président Ould Taya - installé par la Françafrique à l'occasion du coup d'Etat de 1984. La "purification ethnique" de 1989-90 (massacre de 500 soldats noirs, expulsion de 120 000 riverains du fleuve Sénégal) sont les hauts faits de ce régime.

La coopération militaire franco-mauritanienne, très active, veille au grain. Les réseaux Pasqua et Mitterrand, ainsi qu'un célèbre hebdomadaire panafricain, sont les partenaires très investis du clan présidentiel, aux diverses ressources officielles et occultes : survente des permis de pêche (épuisant le capital halieutique de l'une des côtes les plus poissonneuses du monde), appropriation de l'aide publique au développement,... La Mauritanie est désormais présentée, aussi, comme une plaque tournante du narco-trafic, et le point de passage d'un trafic d'armes vers les factions libériennes.

Truquées, les élections législatives d'octobre 1996 n'ont pas déverrouillé la dictature. Mais la création récente d'un Front uni des partis de l'opposition peut pousser le régime aux concessions. A moins qu'il ne préfère la fuite en avant.

Espionner plus propre ?

Peut-on, dans les services secrets d'un grand pays démocratique, conserver un millier d'agents ou correspondants dont les qualités professionnelles indéniables sont entachées par des activités criminelles (trafic de drogue, assassinat, torture, kidnapping) ? A l'issue d'un combat incertain entre moralisateurs et pragmatiques, les seconds ont été défaits, et le millier de délinquants licenciés. Que la France se rassure : ce nettoyage n'a pas eu lieu à la DGSE, mais à la CIA (*Le Monde*, 05/03/1997).

Crédit lyonnais

Les quelque 130 milliards de F que coûteront aux contribuables français les frasques du Crédit lyonnais (CL) n'ont évidemment pas été perdus pour tout le monde. Voici trois exemples illustratifs de nos mœurs républicaines (?).

Une filiale du CL a prêté beaucoup d'argent à une *joint-venture* neigeuse, la station Isola 2 000, où ont plongé Dominique Bouillon (!), ami de Jean-Charles Marchiani¹, et la belle-fille du ministre de la Justice, Sophie Deniau. Une partie du pactole a disparu dans un labyrinthe luxembourgo-libanais (cf. *Billets* n° 42).

Plutôt que de réclamer cet argent public - et donc chercher en quelles poches il s'est égaré - l'Etat vient d'abandonner une créance de 253 millions de F envers la société de ses charmants protégés.

L'intimité avec Jacques Chirac ne nuit pas à la prospérité du riche François Pinault - branché Afrique via le bois et les comptoirs. Le CL, qui détient 25 % de l'un de ses holdings, Artémis, s'apprête à lui vendre 2 milliards de F ce paquet d'actions qui en vaut 6. Et Pinault garde le droit de refourguer au CL un quart de ces mêmes actions, au prix maximum ! (*Le Canard enchaîné*, 19/03/1997). Une logique loufoque, genre Gabon-Banania. Le député RPR Patrick Devedjian s'en était offusqué. Sermonné, il a renversé son indignation : c'est plutôt Pinault qui serait « *la victime* » du CL, qui aurait « *insisté* » pour lui surpayer ses actions... (*France 2*, 14/03/1997).

Rappelons qu'en 1992, le CL a garanti l'achat, par le Rwanda pré-génocidaire, de 6 millions de dollars d'armes à l'Egypte. On n'imagina pas qu'il se soit engagé autrement qu'en service commandé dans cette caution à haut risque. Le contribuable français épongera aussi ce gage d'affection franco-africain.

1. Héraut pasquaïen, manitou françafricain, préfet toulonnais, abonné aux *Salves de Billets*, etc.

Shadoks

La liquidation (ou plutôt la banqueroute) de la banque Pallas-Stern éclabousse - outre le Crédit Lyonnais, François Pinault, et peut-être Hassan II - les frères ennemis Loïk Le Floch-Prigent et Philippe Jaffré (l'ancien et l'actuel PDG d'Elf). « On » aurait pu, comme pour Isola 2 000, éviter le grand déballage en pistonnant l'un des cinq projets de reprise. Mais Jaffré s'est fait beaucoup d'ennemis, surtout depuis qu'en favorisant les investigations du juge Eva Joly contre son prédécesseur, il a mis le feu aux filiales africaines d'Elf. La bombe Pallas pourrait le faire sauter (*Libération*, 03/03/1997). Gare ! Avec ce type de vendetta, on va finir par faire péter la France à fric...

Bouyguafrique

Jacques Dupuybaudy, éminence grise de Francis Bouygues, a admis être l'homme des « *prises de contact* » avec les personnalités africaines, bref le « Monsieur argent noir » du groupe de BTP et de TV. Il a fondé et présidé une caisse noire (Ceraïl), à laquelle TF1 a cotisé (*Libération*, 28/02/1997). Le téléspectateur-citoyen ne peut donc guère espérer de TF1 (ni des chaînes d'Etat France 2 & 3) une libre information sur la Côte d'Ivoire de Bédié, le Maroc d'Hassan II ou le Gabon de Bongo...

Bons points

* La France a retiré tous ses coopérants militaires de la Sécurité présidentielle du Président centrafricain Ange-Félix Patassé, jugé trop peu coopérant... (*Libération*, 27/02/1997). Motif ambigu, sage décision.

* Sous l'égide de l'UNADEL (Union nationale des acteurs et structures de développement local), des programmes de partenariat entre collectivités locales et société civile de 3 régions françaises (Rhône-Alpes, PACA et Lorraine) et 3 départements sénégalais (Bakel, Tambacounda, Foundiougne) ont concouru, en 2 ans, à l'ouverture de quelque 200 classes et la mise en place de nombreux projets économiques et sociaux. Une dynamique contagieuse.

* L'ambassadeur de France à Yaoundé Philippe Seltz, qui a beaucoup œuvré à la libération du directeur du *Messenger* Pius Njawe, récidive au profit de son collaborateur Eyoum Ngangue, emprisonné depuis deux mois. Et il ne serait pas découragé par le Quai d'Orsay !

Fausse notes

* Le Cameroun embastille des journalistes, mais libère le Rwandais Pasteur Musabe, considéré comme le financier des *Interahamwe* (*Marchés tropicaux*, 07/03/1997).

* La dictature du général nigérian Sani Abacha, le nouvel ami francophile de Jacques Chirac (cf. *Billets* n° 43 et 44), a inculpé de « *trahison* » (crime passible de la peine de mort) le Prix Nobel Wole Soyinka - l'un des plus grands écrivains et humanistes africains, qui vit en exil. En fait, Abacha achève ainsi de trahir le Nigeria.

* Charles Pasqua veut entraîner la droite, « *sans complexe* », sur les thèmes de « *la morale, la vertu* » (*Journal du Dimanche*, 16/03/1997). L'inverse exact des pratiques de son réseau africain. Un himalayiste du double langage !

* En juillet 1996, 80 % des électeurs nigériens ont voté contre la candidature du général putschiste Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) - qui, du coup, a « cassé » le scrutin ¹. Comment l'ambassadeur Stéphane Hessel (proche de Michel Rocard, et médiateur méritant du conflit des « sans-papiers »), peut-il réclamer un soutien de la France au régime IBM et s'entremettre à cet effet (*Libération*, 05/03/1997), au nom d'un "moindre pire" défini, une fois encore, par l'ex-métropole ?

1. Cf. Agir ici et Survie, *Dossier noir n° 8 : Tchad, Niger, escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan. Disponible à Survie, 49 F franco.

(Achevé le 23/03/1997)

ILS ONT DIT

« Jacques Foccart [...] fut toute sa vie un acteur engagé des grands combats de la France ». (**Alain JUPPE**, Premier ministre, cité par *L'Humanité* du 20/03/1997).

[*La répression des Bamiléks, la sécession du Biafra, la guerre civile au Libéria, les mercenaires au Zaïre,...* « grands combats de la France ? »]

« Jacques Foccart [...], un missionnaire de la France ». (**Bernard PONS**, ministre des Transports et baron chiraquien, *ibidem*).

[*En voulant être gentil pour Foccart, Pons Pilate d'Ouvéa est méchant à la fois pour la France et pour l'Eglise*].

« Jacques Foccart a consacré sa vie à l'émancipation de milliers d'hommes ». (**Jacques GODFRAIN**, ministre foccartien de la Coopération, *ibidem*).

[L'affranchissement de toute règle morale chez un ou deux milliers de Françafricains s'est payé de la mort de centaines de milliers d'Africains, de la dictature et de la ruine subies par cent millions d'autres...].

« Pour la France, l'Afrique est le dernier continent où elle soit en situation de numéro un. [...] Le seul où, quand elle accorde un franc d'aide elle génère trois francs de chiffre d'affaires et 1,60 F de bénéfice pour ses entreprises. [...]

En 1994, les Français s'étaient retrouvés seuls pour agir au Rwanda. [...] L'Ouganda présidé par un Tutsi allié de Washington, Yoweri Museveni, avait lancé ses troupes contre les Hutus du Rwanda. [...] Le bilan fut d'un demi-million de morts. [...] Pour préserver son rôle et son rang, la France ne peut rester indifférente à cette fêrle américaine ». (**Pascal CHAIGNEAU**, Directeur du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, in *Le Figaro* du 26/02/1997).

[C'est bien volontiers que nous citons de nouveau (cf. n° 37) cet éminent penseur de la politique africaine de la France, tant en peu de mots sont résumés le cynisme, la médiocrité et l'aveuglement qui l'ont menée, non seulement à l'ignominie ethniste et au négationnisme, mais aussi à la ruine de « son rôle », de « son rang » et de son « bénéfice »].

« [Les Etats-Unis] ont trois objectifs : le Nigeria, le Zaïre et l'Afrique du Sud. Si personne ne les arrête, ils vont prendre le contrôle de ce continent ». (**Un diplomate français**, lors d'une réunion de l'Union européenne (13/03/1997) examinant un projet français d'intervention "militaro-humanitaire" au Zaïre. Cité par *The Guardian* du 20/03/1997).

[Ce diplomate a écouté Pascal Chaigneau. Avouant la duplicité du projet français, il l'a condamné : « Les Anglais ont tué le plan », écrit *The Guardian*. Il y a sans doute des moyens moins ubuesques que le recrutement de criminels serbes ou la défiguration de l'humanitaire pour limiter l'influence américaine en Afrique].

« Kabila a fait ce que l'UDPS [le principal parti d'opposition démocratique zaïrois, dirigé par Etienne Tshisekedi] aurait pu faire si elle en avait eu les moyens. Nous comprenons Kabila. A la longue, l'UDPS finira par le soutenir ». (**Patrice Kambi MALOBA**, chef de cabinet adjoint de Tshisekedi, le 27/02/1997, cité par *La Libre Belgique*, 01/03/1997).

« La situation au Rwanda [...] après le génocide d'avril 1994 [...] est l'une des [...] plus précaires et les plus explosives dans le monde. [...] Le retour massif, fin 1996, des réfugiés rwandais du Zaïre oriental et de la Tanzanie pourrait devenir une véritable bombe à retardement [...] si les espoirs de réinstallation, de réintégration [...] et de démocratisation sont déçus. Le Rwanda a besoin de toute l'aide disponible afin de parvenir à réintégrer ces rapatriés dans le tissu social, économique et politique du pays ». (**Mohamed SAHNOUN**, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA dans la région des Grands Lacs, cité par *Le Nouvel Afrique-Asie*, 03/1997).

« [...] Constats :

- L'idéologie ethniste est la cause principale du génocide. [...]

- L'Eglise [...] porte une grande responsabilité quant à l'élaboration, la diffusion et le soutien de cette idéologie. [...] Depuis 1959 jusqu'au génocide de 1994, l'Eglise n'a jamais dit non (de façon officielle et explicite) à la violence et aux massacres des innocents. [...] Après le génocide, l'Eglise continue d'agir comme si de rien n'était [...].

Recommandations :

- L'Eglise doit reconnaître sa part de responsabilité dans le génocide, se repentir, demander humblement pardon et faire réparation.

- L'Eglise doit s'impliquer profondément dans le processus de réconciliation. [...]

- L'Eglise doit créer au sein des communautés chrétiennes des espaces d'expression où les membres (victimes, coupables ou témoins) peuvent reconstituer la vérité sur le passé par des débats ou des confessions afin de désempoisonner la mémoire [...] ».

(Conclusions du Séminaire œcuménique « *Le christianisme avant, pendant et après le génocide au Rwanda*, organisé par le Conseil protestant du Rwanda, 03-07/03/1997).

« Les gosses atteints [d'intoxication au plomb par l'ingestion d'écaillés de peinture dans des logements parisiens vétustes] sont le plus souvent de petits Africains ou Arabes dont les parents vivent dans une grande pauvreté. Et comme ces parents ne votent pas et protestent peu... [il ne faut pas attendre grand chose de la Ville de Paris] ». (**Un spécialiste du saturnisme**, in *Le Canard enchaîné* du 19/03/1997).

« Il s'agit d'une opération à caractère strictement médical ». (**Alain ORHEL**, préfet du Nord, à propos de l'expulsion de 8 sans-papiers lillois en grève de la faim, par les sapeurs-pompiers encadrés d'un impressionnant dispositif policier. *Libération*, 13/03/1997).

[Cela fait irrésistiblement penser aux opérations « strictement humanitaires » que la France veut mener au Zaïre].

A FLEUR DE PRESSE

Le Monde, *Paris adopte un profil bas et s'en remet à la mission des Nations unies*, 19/03/1997 (Francis CORNU) : « Les dirigeants français éprouvent les plus grandes difficultés à écarter les interrogations que suscite leur attitude à l'égard du Zaïre ». [... !]

Le Monde, *L'armée zaïroise pille et fuit Kisangani avant l'arrivée des rebelles*, 17/03/1997 (Jean HELENE) : « Dans les milieux diplomatiques européens (et français plus particulièrement) à Kinshasa, on regrette que cette guerre intervienne au moment où s'achevait le passage vers la démocratie au Zaïre ».

[Il faut être diplomate français pour croire, ou plutôt tenter de faire croire, que le régime de Mobutu, sollicitant l'aide de la coopération électorale française, était en train d'achever sa mue démocratique].

The Times, *Retour à Fachoda*, 12/03/1997 : « Il est clair pour tout le monde, sauf pour les Français, que la proposition de M. Chirac [une force d'intervention au Zaïre] ne servirait en rien à aider les Africains assiégés, mais plutôt à conforter l'influence politique et économique déclinante de la France [...]. Après avoir armé et soutenu les tueurs hutus au Rwanda, la France tente maintenant désespérément de justifier sa politique de *self-service*. [...] Avec ses bases dans toute l'Afrique occidentale et centrale, la France joue un jeu néocolonial de moins en moins acceptable par les pays concernés. Si Paris veut que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis partagent le fardeau de la mise en place d'une force de paix africaine, elle devrait arrêter sa politique de revanche et accepter que les intérêts africains ne sont pas toujours synonymes de primauté française ».

L'Express, *Quand l'aide rend les armes*, 13/03/1997 (Vincent HUGÉUX) : « En ce mois de février 1997, l'aéroport de Kisangani offre chaque jour son tarmac aux noces infernales de l'humanitaire et du militaire. Le "conseiller" étranger y côtoie, et y rudoie au besoin, l'expatrié de l'agence onusienne : l'hélicoptère d'attaque soviétique croise l'avion de biscuits vitaminés. Ce DC3 ? Il achemine des sacs de maïs à Tingi-Tingi - un camp que ses 150 000 occupants ont déserté le dernier jour du mois. Il en reviendra avec les pièces défectueuses d'un Puma resté en rade au beau milieu des huttes de fortune. Cet attroupement d'hommes en treillis sous les ailes d'un cargo ? Des soldats occupés à piocher dans un stock de rations de secours. Cet Iliouchine affrété par le Programme alimentaire mondial ? Un général s'efforce, en vain cette fois, de le confisquer le temps d'un vol, histoire de faire parvenir armes et munitions à une garnison en péril. Car les militaires zairois et leurs "amis yougo" réquisitionnent à tour de bras appareils et carburant. "Je n'ai pas le choix, soupire le délégué d'Air Kasai [...]. Sans l'aval de l'armée, il n'y a ni vol, ni kérosène". "Voilà comment la charité finance les guerres", grince un diplomate français. "Très malsain, concède un animateur de l'Unicef. Mais c'est ça ou rien..." ».

[L'armée Zaïroise a puisé dans les stocks humanitaires le carburant qui permit d'aller bombarder Bukavu (Le Soir, 10/03/1997). Dans le camp de Tingi-Tingi, selon un rapport interne de l'ONU, « des armes, des uniformes et des munitions étaient livrées quotidiennement ».

« Vous savez, admettait un humanitaire, que quantité de ceux que vous êtes en train d'aider ont tué, partiront et tueront de nouveau. En même temps, vous voyez ces gens démunis, et tant d'entre eux désespérés. N'avons-nous pas le devoir de les aider ? » (New York Times/Herald Tribune, 20/02/1997). Sans doute. Mais on n'est pas obligé de s'enfermer indéfiniment dans de tels cas de conscience en investissant tellement dans l'urgence, et si peu dans la justice].

LIRE

Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda et Burundi (1990-96). Le défi de l'ethnisme*, Karthala, 1997.

Historien du Burundi, décrypteur des « médias du génocide », Jean-Pierre Chrétien nous livre ici un levier d'interprétation indispensable, il met à nu un levier psychopolitique terrifiant : « d'un ethnisme allant de soi à un génocide banalisé ». Racisme drapé de scientificité, l'ethnisme a pu « aller de soi », s'infiltrer dans les bonnes consciences. Sous couvert de respect des identités africaines (cf. les sinistres cartes d'identité ethniques du Rwanda !) il continue d'être assumé par certains milieux africanistes, tiers-mondistes ou catholiques (ou par un Pierre Erny, dans *La Croix* du 20/03/1997). Sans parler de la Françafrique, qui en fait ses choux gras.

Jean-Pierre Chrétien démonte cet aveuglement, qui en certains milieux, insidieusement, vire à l'abjection : le négationnisme.

Serge Bramly, *Le réseau Melchior*, Lattès, 1996, 396 p.

Nourri d'une longue enquête dans les milieux du renseignement et sur les circuits du blanchiment de l'argent sale, un « roman » très instructif. Sur les manipulations respectives entre le monde du renseignement et celui de la politique. Mais surtout sur le rôle central alloué à l'Afrique par les multinationales du blanchiment.

Korinna Horta, *Un nouvel Ogoniland, Des subventions aux multinationales déguisées en aide au développement* (La Banque mondiale au Tchad et au Cameroun : Projet pétrolier et d'oléoduc), 1997, 12 p., traduit par Les Amis de la Terre.

Une implacable démonstration : compte tenu des régimes politiques tchadien et camerounais, ces projets pétroliers aggraveront la répression, l'accaparement des richesses et le saccage écologique.

A la recherche du citoyen perdu. Dix ans de campagne de l'association Survie, Fondation Charles-Léopold Meyer pour le progrès de l'Homme, 1997, 49 p.

Le combat civique de Survie pour que parvienne à destination l'aide publique au développement et que sortent du mépris les relations franco-africaines touche aux dysfonctionnements de la démocratie française. Le bilan d'une décennie militante les expose, et aiguille sur de nouvelles pistes, entre résistance et créativité citoyennes.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL. : 01 43 27 03 25 ; FAX : 01 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 - DEPOT LEGAL : AVRIL 1997 - ISSN 1155-1666

Décryptage : le « témoignage direct » d'un « anonyme »

La Françafrique, mais aussi le paternalisme de certains missionnaires ou ONG, sont en train de se faire évincer d'Afrique centrale. Dans la douleur. Ils résistent. Les plus rances manipulent les plus sincères. Mercenaires, agents de renseignement et idéologues de l'ethnisme vibronnent dans le sillage d'authentiques humanistes. Le tout produit une mise en scène médiatique pas vraiment innocente.

Le 10 mars, la France (discréditée) entamait une ultime bataille diplomatique. Il fallait obtenir de l'ONU et de l'Union européenne l'envoi d'une force multinationale au Zaïre, pour empêcher la chute de Kisangani - et du mobutisme. Le matin même, *Libération* sort quasiment un numéro spécial, bâti autour du témoignage « intégral » d'un « jeune Occidental » anonyme. A la une : « Massacres au Zaïre ». On n'emploie pas le terme de « génocide » pour mieux le laisser sous-entendre. Le témoin trouve d'ailleurs « dérisoire » la distinction entre génocide et crimes de guerre.

Reginald Moreels, Secrétaire d'Etat belge, du CVP (ce parti qui finança la Radio des Mille Collines, « Radio-machette »), avait ouvert le feu le 23 février, parlant carrément de « génocide ». Mouché par le Haut commissariat aux réfugiés (« un tel massacre n'aurait pas pu nous échapper », « il ne faut pas jouer avec des mots aussi graves que le génocide »), il se repliera sur l'expression « tendances génocidaires », passant de l'accusation au procès d'intention.

Le Monde avait embrayé sur une demi-page (25/02/1997). Cela n'avait pas suffi. Alors, le « témoin anonyme » est adroitement piloté dans les rédactions parisiennes, comme il l'avait été dans les sites où gisent les victimes de la guerre du Kivu. *Libération* engage une surenchère emphatique (27/02/1997, 06/03/1997, 10/03/1997). A propos du même document, on passe d'un article prudent (« évaluation globale impossible », « témoignages sujets à caution », « charniers localisés ») au scoop du siècle : « Jamais un seul témoin, qui plus est anonyme, n'a acquis une telle influence ». Son « "témoignage direct" [...] a été mis à la disposition des membres du conseil de sécurité de l'ONU, qui se sont réunis vendredi soir [07/03/1997] à l'initiative de la France pour sommer, dans une déclaration unanime, le mouvement rebelle de Laurent-Désiré Kabila d'accepter "publiquement" le plan de paix de l'ONU [et donc stopper son offensive] [...]. A défaut, [...], la France demanderait une nouvelle réunion d'urgence du Conseil, peut-être dès ce soir [10/03/1997], pour que soient étudiées "les mesures qui s'imposeraient" ».

De grandes plumes du *Nouvel Observateur* ou de *La Croix*, négligeant les invitations à la prudence ou la nécessité de l'enquête, rivalisent dans l'indignation et « la nausée ». On mélange les victimes de tous les crimes et toutes les guerres (comme si l'on pouvait, par exemple, comparer les 250 000 victimes allemandes des bombardements de Dresde, en 1945, avec celles d'Auschwitz). Ne parlons pas de la bouillie sanguinolente que ce témoignage a suscité sur certaines chaînes de radio et télévision.

Toutes les morts humaines nous endeuillent, les morts de faim sont insupportables, les morts violentes avivent notre besoin de paix. Il faut le répéter, le génocide et les crimes contre l'humanité sont d'une autre nature : voulant exterminer une partie de l'humanité, ils veulent tuer l'humanité en nous. Et ils commencent par tuer toute possibilité de discussion ou compromis politiques.

Alors, il nous faut revenir sur cette tornade confusionniste qui a saisi les médias français, et mettre au jour plusieurs des éléments de la manipulation :

- le témoin anonyme ne l'était pas, mais son "anonymat" s'est révélé un excellent piment médiatique ; surtout, il permettait d'éviter les questions trop précises...
- le "témoignage direct" est truffé de calculs fantaisistes, d'extrapolations injustifiées, de rumeurs et témoignages indirects, de citations de la vulgate ethniste ; pour le rendre plus crédible, une première version de 22 pages, datée du 9 février, a été expurgée par des mains expertes, devenant un document de 15 pages (19 février) ;
- la publication « intégrale » par *Libération* du témoignage ainsi "arrangé" a censuré les 4 premières pages, demeurées non crédibles (bravo la déontologie !) ;
- le témoin n'était pas seul dans ses découvertes macabres ; ses tournées de novembre et décembre 1996 s'apparentent plutôt à des expéditions, avec matériel audiovisuel ; les acolytes belges (et français ?) sont restés dans l'ombre, de même que les sponsors de la médiatisation ultérieure ;
- car l'essentiel du contenu (l'ampleur des victimes de la "bataille des camps", la liste des tueries) avait déjà été révélé et abondamment documenté en décembre 1996 par les organisations de défense des droits de l'homme, mais sans instrumentalisation politique.

Avec trois mois de décalage, les médias français réchauffaient ainsi une urgence, à quelques jours de la prise de Kisangani. Le témoin est probablement sincère, même s'il démultiplie incroyablement ce qu'il a vu. Tous ceux qui l'ont cornaqué au Kivu, au Vatican, en Belgique et en France n'ont pas la même fraîcheur. Ni tous ceux qui ont voulu transformer son témoignage en machine de guerre.

D'où l'intérêt d'apporter ici quelques pièces au dossier. Bien entendu, nous approuvons la décision d'une mission d'enquête internationale.

Anonyme

Le témoin, dit-on, s'accrochait à l'anonymat « pour des raisons de sécurité évidentes », tout en étant introduit auprès d'un très grand nombre de personnalités politiques, religieuses et des médias. Connu depuis le début de tous les milieux spécialisés (y compris de ceux qui sont censés le menacer), il lui faut accepter les conséquences de cette surexposition. Il était naturel que soit enfin publié son nom (*Le Soir*, 21/03/1997) : Laurent Ballas, jeune Père blanc d'origine toulousaine, architecte de formation.

Il ne convenait sans doute pas que l'on sache qu'il s'agisse d'un Père blanc, étant donné le rôle déterminant joué par cet ordre, au Rwanda, dans la construction de l'idéologie ethniste du « peuple majoritaire » hutu¹, son appui à des personnages impliqués dans le génocide, et son incapacité à se démarquer des courants négationnistes qui subsistent dans ses rangs.

L'idéologie ethniste a imprégné la formation religieuse du RP Ballas. Elle transpire dans les passages expurgés de son témoignage (cf. infra). Au point que l'ordre des Pères blancs n'a pas semblé ravi de l'offensive de ce prosélyte.

Très fiable et digne de foi

En bande-annonce, à la une, *Libération* affirme le 10 mars que le « témoignage est jugé très fiable par toutes les chancelleries occidentales ». C'est une affabulation : même le Quai d'Orsay émet des bémols ! La plupart des autres pays occidentaux, s'ils ne contestent pas l'énoncé de certains faits (souvent déjà publiés), n'accordent aucun crédit aux calculs et démonstrations que ces faits sont censés étayer.

Douze jours plus tôt (26/02/1997), *Le Monde* n'avait pas évité un tel glissement : « ce témoin digne de foi [...] estime donc que "653 000 réfugiés rwandais se trouvent toujours au Zaïre" ». Certes, les corps que le témoin lui-même a vraiment vus et comptés sont réels (sans qu'on sache toujours qui les a tués, ni quand ils l'ont été). Mais il n'est plus « digne de foi » dès qu'il délaisse ce qu'il a vu pour reproduire les spéculations arithmétiques des officines hutuistes de Nairobi ou Bruxelles.

1. Cf. l'excellent *Rwanda, généalogie d'un génocide* de Dominique Franche, Mille et une nuits, 1997.

Coïncidence

Le Monde du lendemain (27/02/1997) nous apprend que les « services français de renseignement accumulent, depuis plusieurs semaines, des informations sur des exactions perpétrées contre les réfugiés hutus rwandais », sur « le rôle exact des conseillers militaires américains à Kigali [...] et la connaissance qu'ils ont - ou non - des méfaits constatés dans l'Est zaïrois et au Rwanda ». Cette information, distillée par le très branché Jacques Isnard, a bien sûr pour but de confirmer le témoignage publié la veille. Elle montre aussi que le dossier « exactions » est une arme anti-américaine.

Elle rappelle enfin que des centaines de parachutistes français des CRAP (Commandos de recherche et d'action en profondeur) font du renseignement depuis plusieurs mois dans l'Est du Zaïre. Une partie d'entre eux sont infiltrés derrière les lignes des rebelles (cf. *Billets* n° 44, *Crapotages*) et recensent soigneusement tout ce qui pourrait discréditer ces derniers. On peut compter sur eux pour ne pas laisser méconnus d'éventuels massacres à grande échelle. Et pour favoriser au besoin les visites guidées de ce qu'ils auraient découvert.

Bataille de chiffres

Dans son témoignage du 9 février, Laurent Ballas chiffre à 800 000 le nombre de réfugiés rwandais disparus au Zaïre (hors les 200 000 repérés à Tingi-Tingi ou en d'autres camps provisoires). Les conseillers du témoin ont estimé sans doute que le bouchon était lancé trop loin : le chiffre a été réduit à 453 000 (19/02/1997).

La très sérieuse ONG Oxfam a refait les comptes de Laurent Ballas : elle évalue à 177 000 le nombre des réfugiés rwandais non repérés dans l'est du Zaïre (la Direction des affaires humanitaires de l'ONU arrive à un résultat voisin). Dix mille au moins ont péri dans la première phase des combats ("bataille des camps", attaque du *Hutuland* du Masisi). La poursuite de la guerre a fait d'autres victimes¹. Mais aussi la faim, l'épuisement, la maladie². Ceux qui ont pu survivre émergent régulièrement de la forêt. On ne peut aujourd'hui en dire plus.

C'est assez pour une urgence humanitaire. Mais la mobilisation est sapée par le soupçon : via l'opération militaro-humanitaire Turquoise, la France a permis que s'échappent quelque 200 000 personnes impliquées dans le génocide de 1994 ; ces coupables, ainsi que l'appareil militaire et milicien du *Hutu power*, ont ensuite profité durant 28 mois de l'aide humanitaire internationale, en se mêlant aux innocents - volant même la nourriture d'une partie d'entre eux. La France n'a cessé de cautionner cette situation, déstabilisante pour le Rwanda voisin. Triste résultat : plus la France réclame une intervention humanitaire, moins elle a de chances d'advenir.

1. De nombreuses forces se sont entrebattues en novembre-décembre : l'armée zaïroise, les Banyamulenge, les Mai-mai, les rebelles ougandais, les miliciens *Interahamwe*, les ex-FAR, etc. Des crimes de guerre ont été commis de tous côtés. Des extrémistes du *Hutu power* ont eux-mêmes tué des réfugiés désireux de rentrer au Rwanda, ou simplement lassés de servir de boucliers humains.

2. L'armée zaïroise et les mercenaires européens ont contribué à empêcher l'arrivée des secours.

Mentors

De retour en Europe fin janvier 1997, Laurent Ballas a été accueilli avec ferveur dans le vivier hutuiste des ONG flamandes, qui avait soutenu ses investigations. Un dossier était en gestation depuis novembre, mais il manquait de héraut. Quant au parti social-chrétien flamand (CVP), il est ravi de faire diversion à l'enquête du Sénat belge, étalant ses complicités avec le *Hutu power*.

Laurent Ballas a été d'abord pris en main par l'ONG catholique internationale *Caritas* (qui s'était signalée de 1994 à 1996, au Kivu, par son soutien indiscriminé aux camps de réfugiés les plus militarisés). *Caritas* (comme le quotidien du Vatican, l'*Osservatore romano*), est pénétrée par la thèse du « double génocide ». Il est vrai qu'en relativisant les errements antérieurs, une telle équation consolerait beaucoup de monde à Rome, Bruxelles et Paris...

Bruxelles et Rome ne suffisant pas à actionner le Conseil de sécurité de l'ONU, il faut faire la tournée des rédactions parisiennes, en rééditant la tactique qui avait si bien réussi au SIRPA (le service de propagande de l'armée française) lors de l'opération Turquoise : contourner les journalistes qui connaissent le sujet, choyer ou émouvoir les éditorialistes...

Libération est un cas à part, puisque le spécialiste éditorialise aussi (26/03/1997) et qu'il est autorisé, plusieurs fois par an, à déchaîner l'artillerie anti-tutsi.

Objecteur

Mgr Faustin Ngabu, évêque de Goma et président de la Conférence épiscopale zaïroise, n'est pas d'accord. Il l'a écrit à Rome. Le 10 mars, à Paris, il a qualifié les dossiers diffusés par Laurent Ballas de « visiblement partisans et anti-tutsis », inspirés par « l'idéologie tribaliste et raciste ». Il a dénoncé cette manière de raisonner à partir de « données vagues, approximatives », de « témoignages indirects, supposés », de « cas peu ou pas vérifiables ». Ainsi de l'existence de « milliers de squelettes », moins d'un mois après l'attaque des camps¹.

L'évêque ajoute : « Dans des milieux où la rumeur constitue la principale source d'information, il est facile de trouver des charniers partout, de les imaginer dans les brousses et les forêts, de décider d'office qu'il s'agit de réfugiés hutus, victimes d'une agression tutsie [...]. Pourquoi cette propagande malhonnête ? ».

1. Des cadavres peuvent-ils, en si peu de temps, devenir des squelettes ? L'enquête sur des charniers requiert, malheureusement, des compétences en médecine légale.

Presse

De Mgr Ngabu, on dira qu'il est apparenté aux Tutsis ! En France, l'antitutsisme (qui, par bien des traits, évoque l'antisémitisme) est une marée montante. Les services de renseignement, qui lancèrent en 1993, avant le génocide, le mythe des « *Khmers noirs* », ont remis la gomme. Ils nourrissent la presse via les relais qu'ils y entretiennent, ou par la divulgation de la substance de leurs notes quotidiennes (comme chacun sait, les destinataires de ces notes fonctionnent en osmose avec des journalistes amis). On serait irrémédiablement intoxiqué si on ne lisait la presse étrangère - où l'on mesure la perte de crédibilité des médias français, trop perméables à ce type de manœuvres politico-humanitaires.

Parmi les passages expurgés d'une version (09/02/1997) à l'autre (19/02/1997) du "témoignage direct" :

« *C'est une forme Africaine de solution finale. L'évolution géopolitique de la situation dans la région des Grands Lacs, avec par exemple la prise de pouvoir par le major Buyoya, au Burundi en Juillet, interroge l'observateur sur l'existence d'un Grand Dessein politique. Le Génocide ne serait donc pas l'appanage des extrémistes d'un seul groupe* ».

[L'orthographe est respecté. Le « *Grand Dessein politique* » évoque par trop le « Protocole des sages de Sion »].

« *Ces fameux Interhamwe, je les ai vus de près le 27 décembre, [...], je les ai trouvés étonnamment forts et en bonne santé [...]* »

[Certains des disparus ne vont donc pas trop mal].

CENSURÉ

« *Ces morts Tutsis [des massacres du Masisi] ont toujours été qualifiées de "victimes du génocide", même quand il s'agissait d'une personne isolée, comme avec l'assassinat en juin 96 du commissaire de zone de Jomba.*

Quand un hutu est tué, on parle en général d'assassinat, ou "de mort d'un génocidaire". Le mot "génocide" a peut-être ainsi pris de plus en plus une connotation politique [...] »

[Un terrain glissant...].

Tout un chapitre sur Laurent-Désiré Kabila et la rébellion a également été supprimé : trop idéologique, pas assez témoignage. Laurent Ballas conteste ainsi la nationalité zaïroise des Tutsis du Kivu. Il fait sien l'antitutsisme de certains habitants du Kivu, jusqu'à l'extrême :

« *Viendra un jour, nous en sommes convaincus [étrange pluriel !] où les gens se retourneront contre leurs occupants [la rébellion, réduite aux Tutsis] : on pourra alors s'attendre à des massacres terribles, en face desquels le génocide de 94 n'était encore rien [eh bien !].*

Le divorce Hutu/Tutsi semble désormais consommé pour des générations, et la haine exacerbée, en dépit d'un discours politique de façade, selon lequel il n'existe plus d'ethnies dans les grands lacs. Cette haine a désormais gagné les tribus locales. La stabilité est apparente: l'explosion imminente ».

[Laurent Ballas a dû quitter en hâte le Kivu. S'il y était indésirable, ce n'est pas seulement par ce qu'il a vu : ce qu'il a dans la tête n'en fait pas vraiment, malgré sa profession, un homme de paix...].